

9. *Remercie également* l'Assemblée générale d'avoir octroyé à l'Institut africain de développement économique et de planification quatre postes supplémentaires pour l'exercice biennal 1992-1993, lui permettant ainsi de contribuer au processus de renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission pour relever les défis qui se posent à l'Afrique dans les années 90, et demande le redéploiement de ressources afin de permettre à l'Institut d'assumer des responsabilités supplémentaires;

10. *Invite* le Secrétaire exécutif, agissant en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, à entreprendre un examen approfondi des problèmes et contraintes rencontrés par les institutions parainées par la Commission et à formuler ultérieurement des propositions concrètes visant à atténuer les différents problèmes, ainsi qu'à envisager d'autres solutions telles que la fusion de certaines des institutions;

11. *Fait appel* aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils accroissent leur assistance financière et autre à la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des Etats membres en exécutant des activités opérationnelles financées sur des fonds extrabudgétaires;

12. *Invite également* le Secrétaire exécutif à procéder, selon que de besoin, à des réaménagements de la structure du secrétariat afin de la rendre pleinement conforme aux nouvelles orientations recommandées dans la présente résolution, de parvenir à une plus grande efficacité et d'accroître la capacité pour que le secrétariat serve d'organe efficace pour le développement économique et social de l'Afrique;

13. *Prie* le Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'application de la présente résolution à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique à sa dix-neuvième réunion.

42^e séance plénière
31 juillet 1992

1992/52. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : renforcement du rôle et des fonctions de la Commission économique pour l'Afrique

Le Conseil économique et social,

Rappelant le mandat de la Commission économique pour l'Afrique, tel qu'il l'a adopté dans sa résolution 671 (XXV) du 29 avril 1958 et modifié dans ses résolutions 974 D (XXXVI), section I, du 5 juillet 1963, 1343 (XLV) du 18 juillet 1968 et 1978/68 du 4 août 1978,

Rappelant également sa décision 1991/302 du 26 juillet 1991, par laquelle il a approuvé la résolution 718 (XXVI) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, en date du 12 mai 1991, sur la revitalisation du mandat et du cadre opérationnel de la commission régionale pour l'Afrique¹¹²,

Ayant à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale 45/177 du 19 décembre 1990, 45/264 du 13 mai 1991 et 46/235 du 13 avril 1992 sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, dans lesquelles il est stipulé que les commissions régionales devraient être dotées de la capacité de jouer pleinement leur rôle sous

l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et que celles situées dans les pays en développement devraient être renforcées dans le contexte des objectifs généraux du processus de restructuration et de revitalisation en cours,

Convaincu que la Commission économique pour l'Afrique joue un rôle catalyseur vital dans la coordination et l'exécution des programmes et projets multinationaux visant à renforcer la coopération et l'intégration régionales, en particulier par la promotion des objectifs de la Communauté économique africaine,

1. *Réaffirme* que le rôle des commissions régionales en tant qu'organes importants de l'Organisation des Nations Unies chargés de la promotion du développement socio-économique de leurs régions respectives continue d'être valide;

2. *Lance un appel* au Secrétaire général pour que, dans le contexte du processus en cours de restructuration et de revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, le rôle vital des commissions régionales soit dûment reconnu.

42^e séance plénière
31 juillet 1992

1992/53. Sommet sur la promotion économique des femmes rurales

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1991/64 du 26 juillet 1991, relative à la réunion au sommet sur la promotion économique de la femme rurale,

Conscient du rôle critique que jouent les femmes rurales dans la production d'aliments et la sécurité alimentaire des ménages,

Notant avec une profonde préoccupation que le nombre de femmes rurales vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter,

Réaffirmant sa volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales,

Se félicitant de l'organisation du Sommet sur la promotion économique des femmes rurales, à Genève, les 25 et 26 février 1992, auquel ont participé un grand nombre d'épouses de chefs d'Etat ou de gouvernement et des délégations de haut niveau,

Exprimant sa gratitude à la Présidente du Sommet et au groupe des épouses de chefs d'Etat ou de gouvernement qui a pris l'initiative de convoquer le Sommet ainsi qu'au Fonds international de développement agricole et aux autres institutions qui ont offert leur concours,

1. *Se félicite* de l'adoption par le Sommet sur la promotion économique des femmes rurales de la Déclaration de Genève pour les femmes rurales¹¹⁶;

2. *Demande instamment* à tous les Etats de contribuer à la réalisation des objectifs approuvés dans la Déclaration de Genève;

3. *Demande instamment* à tous les organismes, organisations et organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de tenir compte des objectifs de la Déclaration de Genève dans l'exécution de leurs programmes et invite les organes directeurs compétents à examiner l'adoption de mesures spécifiques, dans leurs domaines de compétence respectifs,